

Cette communication est présentée au cours de la 12^e Conférence Générale de l'Association des Universités Africaines qui se tient du 4-9 mai 2009 à Abuja, Nigeria et qui a pour thème *le Développement Durable en Afrique : le Rôle de l'Enseignement Supérieur*.

Professeur H. Russel Botman, Recteur et Vice-chancelier de l'Université Stellenbosch

Une pédagogie de l'espoir: l'Enseignement Supérieur et le Développement durable en Afrique (version provisoire)

Par H.Russel Botman, Ayesha Fakie et Christoff Pauw

Sommaire

Ce document analyse de nouveau les notions traditionnelles de l'enseignement dans les pays en développement. Considérant que les conceptions et les interventions en faveur du développement ont porté presque exclusivement sur l'enseignement primaire et parfois secondaire, il est donc clair que si l'Afrique doit s'engager sur la voie de l'économie du savoir, un nouvel accent doit être mis sur l'importance de l'enseignement supérieur en Afrique. Cette tâche est loin d'être facile surtout si l'on prend en compte les difficultés d'admission aux institutions d'enseignement supérieur dans les pays d'Afrique sub-saharienne. Toutefois, si l'on peut, au plan conceptuel et politique, établir une relation entre l'enseignement supérieur et la croissance socio-économique, nous nous retrouverons à l'aube d'une nouvelle phase de l'histoire de l'enseignement supérieur africain qui représente notamment un secteur robuste, actif et important dans la production des connaissances et des experts qui permettront de trouver des solutions aux problèmes du développement durable en Afrique. Avant de parvenir à cette nouvelle conception, chaque région, chaque pays a ses propres obstacles à surmonter sur le chemin.

Je vais donc présenter à cet effet, l'environnement dans lequel se trouve l'enseignement supérieur en Afrique du Sud tout en indiquant les points communs et les différences qui existent entre le paysage de l'enseignement supérieur sud africain et celui des autres pays en développement. Je vais ensuite présenter la nouvelle vision audacieuse de l'enseignement supérieur de l'Université de Stellenbosch qui est intégrée dans le développement africain et l'espoir du continent dans un cadre qui permettrait à nos universités d'adopter une nouvelle voie pour de futurs partenariats en matière d'éducation.

Introduction

La connaissance est un chemin de vérité et de lumière. Depuis le premier pas de l'homme sur ce continent vers l'inconnu, l'humanité est en quête de la connaissance et de la vérité. Nous avons appris à chercher des réponses aux questions du monde naturel qui nous entoure, à tenter, à poser des questions, à rechercher et à se renseigner. Nous avons donc créé des traditions, des légendes, des mythes, des langages, des systèmes numériques, des cultures, des religions, des civilisations, des disciplines... toutes les choses qui sont à la base du progrès de notre développement. Et puis nous avons encore répété les mêmes actions. Nous avons appris. Nous avons instruit ceux qui ont suivi.

La connaissance et l'éducation sont le fondement du développement humain. Sans elles nous allons stagner, devenir inerte, aller à la dérive.

L'enseignement supérieur est la clé de l'éducation dans la société. Mais plus que ça, il est un important pilier du développement humain durable dans le monde entier. Dans le cadre de l'acquisition continue du savoir dans notre monde d'aujourd'hui, l'enseignement supérieur offre non seulement d'importantes compétences utiles au marché de travail mais aussi la formation nécessaire aux enseignants, docteurs, infirmiers/infirmières, ingénieurs, humanistes, entrepreneurs, scientifiques, spécialistes en science sociales et à une myriade de personnes. Ce sont ces personnes formées qui développent la capacité et les compétences analytiques qui alimentent les économies locales, appuient la société civile, éduquent les enfants, dirigent des gouvernements compétents et aident dans la prise des décisions importantes qui affectent toutes les sociétés.

Mais, qu'en est-il de l'enseignement supérieur dans nos pays? N'est-il pas un luxe, quelque chose pour l'élite, le couronnement d'un système d'éducation qui ne sert pas les besoins primaires des pays qui ressentent toujours les séquelles du joug colonial? Le temps est alors venu pour s'attaquer à ces problèmes auxquels est confrontée l'Afrique en réexaminant les notions rationnelles de l'éducation dans les pays en développement et leur valeur réelle et non nominale.

Enseignement supérieur dans les pays en développement

Les perspectives traditionnelles dans le cadre du développement mondial ont suggéré qu'un accent particulier soit mis dans les pays en développement sur l'éducation primaire et secondaire afin de réaliser une croissance économique positive et éliminer la pauvreté pandémique, la malnutrition, les mauvais services sociaux, de la santé et du bien être social et la gouvernance inefficace.

Cette perspective traditionnelle juge aussi que l'enseignement supérieur et les centres d'excellence africains jouissent d'une moindre importance; un luxe pour quelques privilégiés qui tirent des avantages privés qui ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la société.

En cherchant à jouer l'avocat du diable avec ce scénario, l'enseignement supérieur est perçu comme ayant peu ou aucun impact sur la lutte contre la réduction de la pauvreté et dans les efforts de développement de la société. L'enseignement primaire et l'enseignement secondaire sont considérés comme plus urgents et plus important pour le développement. Au cours du Forum Mondial sur l'Education qui s'est tenu en 2000 à Dakar et qui avait pour thème « l'Education pour tous », les universitaires et les décideurs ont en effet plaidé uniquement pour l'éducation primaire comme moyen susceptible d'apporter des améliorations dans la vie sociale, reléguant l'enseignement supérieur à l'arrière plan (UNESCO 2000) (voir Article 7). Si nous menons cet argument un peu plus en profondeur en prenant en compte la crise financière mondiale et la récession économique, nous, pays en développement devons peut être maintenant plus que jamais orienter les investissements intérieurs et étrangers vers les compétences qui sont fournis par les systèmes d'éducation non-tertiaire ?

Un nouveau regard sur la valeur de l'enseignement supérieur dans les pays en développement

Sociétés de connaissance, opportunité et responsabilisation

Le monde évolue – certains peuvent même dire qu'il est déjà entré dans une économie- vers une économie mondiale basée sur la connaissance avec pour toile de fond le remplacement des compétences intellectuelles par le capital physique en quête d'une croissance actuelle ou future durable (Bloom, Canning et al. 2006). La connaissance a été jugée déterminante dans la voie du succès et de la croissance grâce à sa capacité de réduction de la pauvreté. L'enseignement supérieur est un vecteur de connaissance et produit des professionnels qui directement ou indirectement ont un impact positif sur les institutions macro économique, les infrastructures d'information

et de la télécommunication, le système national d'innovation et la qualité des ressources humaines.

L'impact des sociétés de connaissance a été important et a même conduit la Banque Mondiale à changer ses politiques en faveur de l'enseignement supérieur dans les pays en développement. Depuis l'avènement du nouveau millénaire, la Banque Mondiale voit l'enseignement supérieur comme un facteur important pour le développement. Les politiques précédentes étaient axées sur l'enseignement primaire et secondaire mais il est maintenant admis que le manque d'investissement dans l'enseignement supérieur a été mal conçu. La Banque Mondiale a reconnu l'importance d'une économie de connaissance mondialisée en disant « La connaissance devient de plus en plus importante, il en est de même pour l'enseignement supérieur... La qualité des connaissances produite au sein des institutions de l'enseignement supérieur et sa disponibilité à l'ensemble des économies devient de plus en plus cruciale à la compétitivité nationale » (Groupe de travail sur l'enseignement supérieur et la société 2000 ; Banque Mondiale 2002b).

Comment est-elle élaborée cette société dont tout le monde parle?

Bien que l'appui renouvelé et l'investissement dans l'enseignement supérieur soient le bienvenu, le concept d'une économie basée sur la connaissance et sa signification pour la société n'est pas encore atteint le niveau espéré même dans les pays développés. Nous devons procéder avec prudence ; jumelé l'enseignement supérieur et l'économie des connaissances est problématique et ce qui sans aucun doute le sera encore plus pis dans les pays pauvres et les pays en transition.

Mais il va également plus loin. L'enseignement supérieur est également lié aux variables des opportunités et à la responsabilisation. Et dans un pays comme l'Afrique du Sud, où ces variables sont fortement stratifiés pendant de si nombreuses années en fonction de la race, du genre, de la géographie et de la classe, la capacité de l'enseignement supérieur à apporter du changement et de la transformation dans ces sociétés n'a pas eu le crédit qu'elle mérite.

L'employabilité, la mobilité du personnel, la mobilité sociale, l'accélération des perspectives futures en terme de revenu ont été toutes surmontées. La cohésion sociale, la réduction des écarts salariaux et l'inégale répartition des revenus, la création des connaissances à travers les cultures afin d'améliorer les institutions publiques ont aussi connu des améliorations. Cependant peut-être ce qui est plus

significatif est le fait que l'enseignement supérieur est le seul levier perceptible qu'une société peut utiliser pour non seulement s'aligner sur le développement mondial mais aussi pour avoir directement et positivement un impact sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

En dehors de la formation des personnes qualifiées, quelle autre technique peut avoir un impact sur l'enseignement primaire et secondaire et par quel autre moyen en dehors de la formation des professionnels de santé, des administrateurs et des experts en politique, nous, en tant que village global parviendrons à atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés ?

Inscription

Mais, qui allons-nous former? Qui seront des professionnels requis pour conduire le processus du développement durable comme je viens tout juste de le souligner ? Je pose cette question à cause de la variation du taux d'inscription. Le taux de scolarisation dans les pays développés dépasse largement celui des pays en transition malgré les statistiques positifs qui démontre une augmentation du taux de scolarisation au cours de ces dernières années. Aux Etats-Unis, le taux d'inscription dans les institutions d'enseignement supérieur est de 72% du groupe d'âge éligible. Dans les pays d'Europe Orientale comme la Slovénie et la Russie, le taux d'inscription est d'environ 60-64%, 15% ¹en Afrique du Sud tandis qu'il est de 10% dans d'autres importants pays en développement comme l'Inde. Dans la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne, le taux d'inscription est de 3% avec des pays enregistrant 0,3% du groupe d'âge éligible. (Teferra et Altbach 2003).

La figure 1 présente les chiffres d'inscription pour les principales régions du monde selon le pourcentage du groupe d'âge compris entre 15-24. La figure 2 montre l'augmentation par habitant des étudiants dans les institutions d'enseignement supérieur dans les principales régions du monde entre 1900 et 2000. Le message est clair : élaborer des stratégies en faveur de l'augmentation du taux d'inscription et qui prennent en compte les problèmes nationaux tels que l'impact du VIH/SIDA sur la démographie en Afrique sub-saharienne et la rapide croissance démographique en Asie du Sud.

¹ L'inscription des étudiants blancs en Afrique du Sud est de 60%. 12% pour les étudiants noirs et de couleurs.

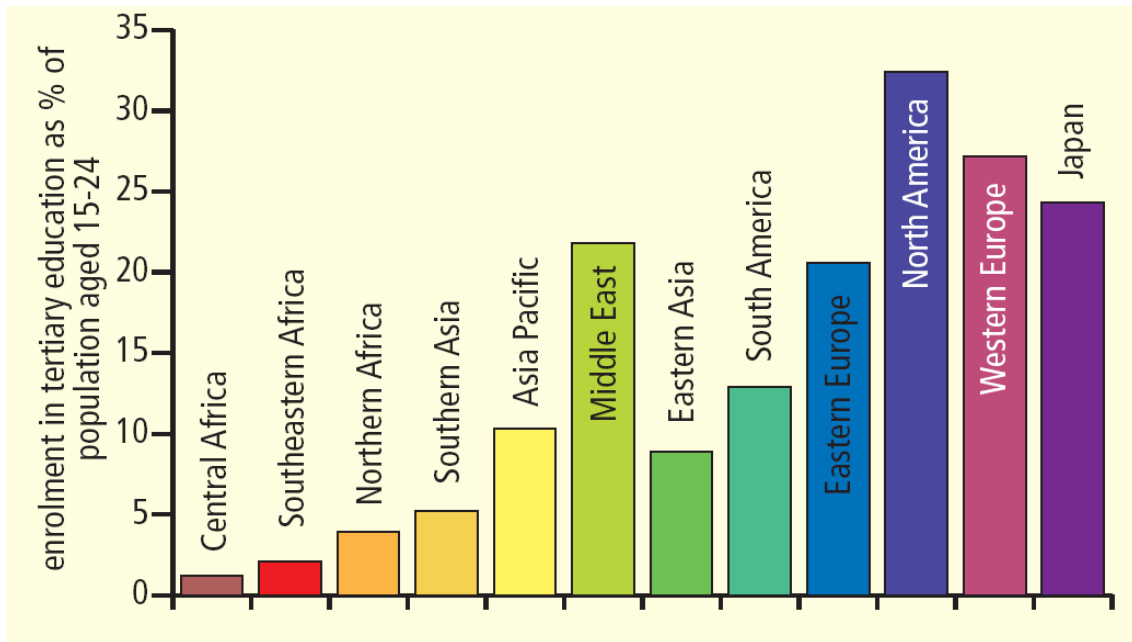


Figure 1: Inscription dans les Institutions d'Enseignement Supérieur (Groupe SASI et Newman 2006)

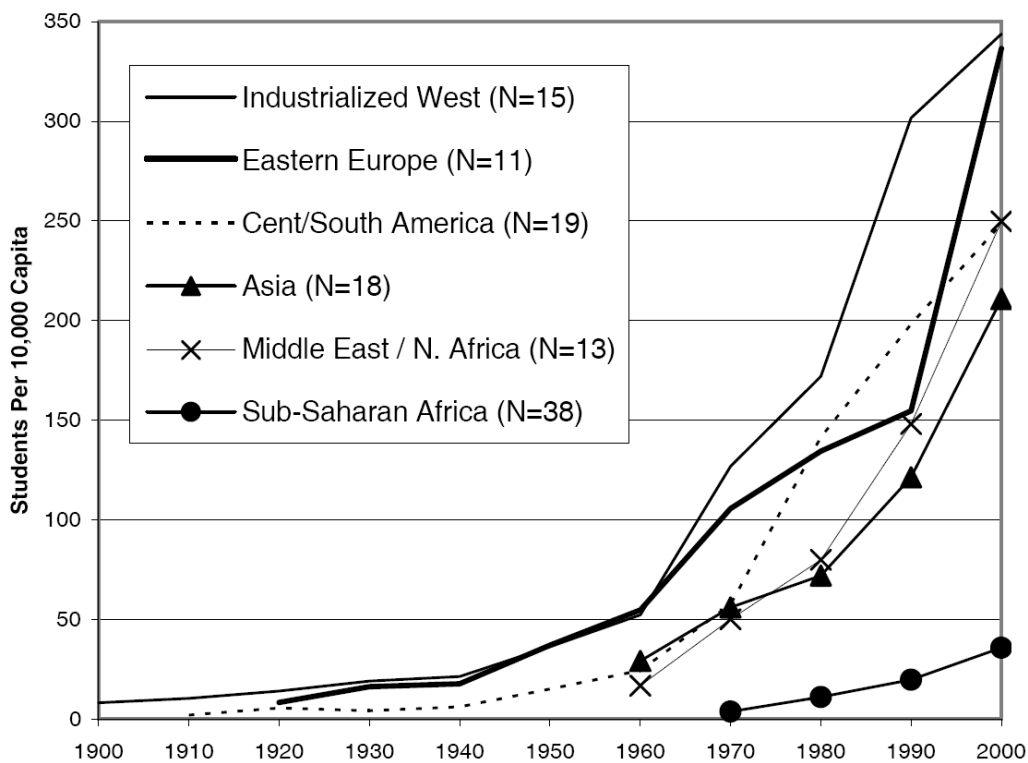


Figure 2: Etudiants des institutions d'enseignement supérieur par habitant. Les Moyennes Régionales 1900-2000 (cas constant) (Schofer et Meyer 2005)

Vers une nouvelle conception de l'enseignement supérieur et du développement

Dans un monde où la connaissance est une nouvelle devise, les perspectives traditionnelles ne sont plus valables. Dans un tel monde, les pays en développement resteront à la traîne ; ils ne combleront jamais l'écart, ils ne seront jamais en mesure de fournir des avantages sanitaires aux communautés fonctionnelles qui doivent le plus bénéficier des services de base.

Ainsi, sans aucune intention de nuire, la communauté internationale, grâce à un plus grand accent mis sur l'enseignement secondaire et primaire, a encouragé dans les pays en développement, les politiques qui ne sont pas favorables à l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur a, en conséquence, souffert de la réduction dans le financement des bailleurs de fonds. Entre 1985 et 1989, le financement mondial de la Banque Mondiale était estimé à 17% de l'aide totale au développement. De 1995 en 1999, le fonds alloué à l'enseignement supérieur est tombé jusqu'à 7% (Banque Mondiale 2000a). Il s'en suit que ces réductions ont porté un coup dur à l'enseignement supérieur dans les pays en développement. De faibles taux d'inscription et de faibles niveaux de production en matière de recherche ne sont que les deux conséquences négatives. Pendant des décennies passées, les bailleurs de fonds et les agences au développement n'ont pas vu cela comme un problème majeur. Cependant au cours de ces dernières années, le contexte à commencer à connaître un changement.

L'enseignement à la fois comme un bien public et privé

Dans le passé, très peu de preuve empirique démontre le lien existant entre l'investissement dans l'enseignement supérieur, la croissance économique et la réduction de la pauvreté. En effet, l'économiste américain, Milton Friedman s'est orienté vers l'enseignement supérieur en tant qu'une forme du capital humain, en examinant uniquement les avantages pour l'individu, en allant jusqu'à suggérer que l'enseignement supérieur peut promouvoir l'agitation et l'instabilité sociale. Cependant, plus récemment, des preuves sont apparues montrant qu'une relation plus complexe existe entre l'enseignement supérieur et le revenu; l'enseignement supérieur est à la fois le déterminant et le résultat de ce dernier.

L'enseignement supérieur constitue donc un avantage énorme au privé. Les particuliers bénéficient des meilleures possibilités d'emploi, les salaires plus élevés et une plus grande utilisation de revenu entraînant l'amélioration générale de la qualité de vie associée à l'amélioration du bien être physique et psychologique. On distingue aussi l'augmentation de la propension de l'épargne et de l'investissement. Ces

avantages ont la propension de créer des cycles positifs où l'expérience de vie augmente dans la mesure où les gens peuvent travailler de façon plus productive pendant une plus longue période de temps.

Mais il existe également des avantages sociaux. L'enseignement supérieur génère d'énormes recettes fiscales (particulièrement si les gens travaillent pendant de longues périodes), il fait accroître l'épargne et l'investissement publics, génère l'esprit d'entreprise et dispose de la potentialité de produire des avantages en ce qui concerne les soins de santé, la réduction de la croissance démographique (moins de pression sur les gouvernements) et participe à l'amélioration de la technologie. Dans une période de gain technologique, certains courants d'idée suggèrent que l'enseignement supérieur peut permettre aux pays de l'Afrique sub-saharienne à faire de rapide progrès en matière de développement et de l'amélioration de la capacité d'atteindre les frontières de leurs potentielles de production. Ce fait a été récemment reconnu par la Banque Mondiale, l'UNESCO, les gouvernements des pays donateurs et les agences donatrices qui ont mené des études approfondies dont les résultats ont abouti à la conclusion similaire selon lesquelles « l'enseignement supérieur n'est plus un luxe, il jouit d'une grande importance dans le développement social et économique national dans l'avenir » (Equipe de travail sur l'enseignement supérieur et la société 2000).

Des meilleures conditions de vie promeuvent également la stabilité dans la vie familiale et favorisent la cohésion sociale. Ceux qui ont une meilleure condition de vie sont plus enclins à embrasser la démocratie et la culture des droits de l'homme. La relation existant entre revenu et inscription à l'enseignement supérieur est représentée par la figure 3. Cette relation suggère que l'augmentation des effectifs universitaires peut entraîner une augmentation de revenu national.

Figure 3: Revenu national brut et inscription à l'université (Moyer 2007)

Bien que ce lien existant entre l'économie et le développement social soit reconnu et que les politiques novatrice soient mises en œuvre, les progrès réalisés dans les pays en développement restent encore très faibles par rapport aux autres régions du monde. Le lien conceptuel entre l'enseignement supérieur et la croissance économique doit être intégré dans l'élaboration des politiques de développement des divers gouvernements de même que dans celles des agences d'aide au développement

international et aux organismes donateurs. Dans une analyse réalisée sur l'impact économique qu'a l'enseignement supérieur sur la croissance et le PIB, Bloom et al ont découvert qu'en améliorant les conditions d'études dans les institutions d'enseignement supérieur juste pour un an, l'Afrique connaîtra une amélioration dans la capacité de sa production et une augmentation du taux de convergence à cette frontière. Ceci se traduirait en fin de compte par des gains en revenu d'environ 3% après une période de cinq ans (Bloom, Canninig et al. 2006). Cette conclusion est directement contradictoire à l'assertion selon laquelle l'enseignement supérieur ne contribue que peu à la croissance économique.

Cependant, il y a des réserves à cette assertion qui, à leur tour sont liées à la compréhension des systèmes de l'enseignement dans les pays en développement en général. Dans cette perspective, l'Afrique du Sud peut être considérée comme un microcosme d'Afrique et peut être considérée comme un cas exceptionnel à cause de l'héritage de l'apartheid dans les systèmes d'éducation.

L'Afrique du Sud : un microcosme et un cas unique

L'Afrique du Sud est une dichotomie. Elle possède tous les comforts de première classe mais en même temps, le niveau de pauvreté est très significatif. Ce qui fait que la société sud africaine est déséquilibrée avec d'énormes disparités. Le pays enregistre l'un des plus hauts coefficients de Gini au monde. Ceci est particulièrement pertinent dans le secteur de l'éducation. Le système d'éducation a été victime des décennies d'apartheid dont a besoin d'énormes transformations. L'état exécrable dans lequel se trouve le système d'éducation sud africain a besoin d'un certain discours jusque là absents. Toutefois, selon l'Index de l'Economie de Connaissance de la Banque Mondiale (repère de performance des pays en se basant sur les avantages du développement des connaissances, l'éducation, les innovations et les transformations technologiques), l'Afrique du Sud se situe quelque part le long du point médian.

L'Afrique du Sud a en commun avec plusieurs pays africains des problèmes tels que la mauvaise élaboration des politiques et une gouvernance inefficace. Mais en même temps, elle a une économie qui, au cours des dernières années a connu une croissance régulière (entre 3-5%) et dispose de bonnes ressources financières, commerciales et des infrastructures physiques lui permettant de jouer un rôle de leadership en Afrique.

A cause de l'héritage du colonialisme et de l'apartheid, l'Afrique du Sud veut se lancer dans ce rôle de leadership en Afrique en adoptant une approche de partenariat. Toutefois pour être en mesure de jouer son rôle de leadership et d'être le moteur du développement panafricain, les systèmes d'éducation sud africains doivent être reconnus et soutenus.

Les institutions d'enseignement supérieur sud africaines doivent offrir une assistance académique aux étudiants dotés de potentiels mais qui ont été défavorisés par le système d'enseignement secondaire dont ils faisaient partie. Mais les universités sont des institutions d'études supérieures. Donc, leur principale fonction n'est pas d'apporter leur soutien à ceux qui ont connu un retard académique. Les organismes donateurs et les gouvernements doivent donc reconnaître que ce type de soutien exige un énorme investissement.

Il existe des bases solides en Afrique du Sud qui peuvent être encore plus développées. En se référant au contexte décrit un peu plus haut où l'éducation a un impact positif sur la croissance économique, l'Afrique du sud doit maintenir le rang relativement élevé qu'il occupe en matière d'admission dans les institutions d'enseignement supérieur. Dans cette optique, l'Afrique du Sud peut produire « des économistes, des sociologues, des anthropologistes, des politiciens et des administrateurs bien formés et compétents » (Conseil inter universitaire 2004) et autres professionnels qui porteront en avant la croissance économique

Bien que ces bases solides existent, il y a également des domaines qui ont été sérieusement négligés en raison de l'apartheid dans le système d'éducation. Les universités sud africaines font face à de nombreux défis en ce qui concerne le système éducatif qui est encore très fracturé et fragmenté à cause des politiques ségrégationnistes, de négligence et de classification de l'apartheid dans le secteur de l'éducation avec pour objectif, la réservation du travail aux blancs.

Les défis auxquels est confronté l'enseignement supérieur en Afrique du Sud

Dans une large mesure, le système d'éducation de l'Afrique du Sud a été calqué sur l'idéologie de l'apartheid qui a marqué le système d'éducation non seulement par ses empreintes mais lui a donné une forme et une taille. Pendant la majeure partie du 20^e siècle, l'éducation a connu une division raciale et ethnique. La population noire particulièrement n'avait pas accès à l'éducation et à la formation de qualité. L'un des

héritages les plus tenaces que nous a laissé le régime d'apartheid est un système d'éducation toujours marqué par des inégalités et la présence des Institutions Historiquement Blanches et Historiquement Noires. La construction d'un système post-apartheid en Afrique du Sud demande à ce que l'on surmonte les anciennes et nouvelles formes d'inégalité (Sayed, Subrahmanian et al.2007). Depuis 1994, le taux de scolarisation des étudiants noirs a augmenté de 60% du taux total de scolarisation. Le taux de scolarisation des femmes est de 54% de tous les étudiants dans l'enseignement supérieur. Mais la réussite des femmes et leur plus grande représentativité dans les programmes d'étude restent un défi. Le secteur de l'éducation doit :

- Augmenter le taux de scolarisation et d'obtention de diplôme des étudiants noirs
- Encourager les femmes à faire des études du troisième cycle et à embrasser les matières liées aux sciences et à la technologie
- Promouvoir l'égalité des sexes (Morley 2008).²
- Réduire le taux d'abandon élevé chez les étudiants incapables de payer les frais de scolarité
- Veiller à ce que le profil du personnel reflète la race, le sexe et la démographie
- Accroître le financement des études universitaires et améliorer les infrastructures (Singh)
- Enrayer la fuite des cerveaux des Universités (Teferra 2008).³

La réforme des programmes est nécessaire. Un article rédigé par le Conseil de l'enseignement supérieur a noté que les tentatives visant à réformer les programmes

² Une étude récente a évalué le degré de la promotion de l'égalité des sexes dans cinq institutions d'enseignement supérieur en Afrique du Sud, au Nigeria, en Tanzanie et en Ouganda (les pays ont été sélectionnés en se basant sur les politiques en faveur du genre et leurs engagements à mettre fin à la discrimination entre les sexes. Les institutions ont été sélectionnées sur la base des politiques organisationnelles existantes et des pratiques et actions affirmatives). Les résultats ont indiqué l'existence d'un environnement très organisé concernant les questions relatives au genre. (Morley, L. 2006 Egalité entre les sexes dans l'enseignement supérieur des pays du Commonwealth: un examen des interventions durables dans certaines universités sélectionnées dans le Commonwealth, Londres, DFID en ligne: <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/Gender-Equity-in-Commonwealth-High-Educ-No-65.pdf> [Accessible à partir de 23 mars 2009].)

³ Il existe aussi en Afrique une fuite intracontinentale de cerveau; bon nombre d'Africains se déplacent vers des destinations plus attractives comme le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud pour trouver du travail plus rémunérateur. Certains pays sont en train de perdre des professionnels compétents au détriment des autres. Il existe aussi une fuite de cerveau des universités vers des compagnies et des organismes plus lucratifs. Cette tendance démographique porte atteinte à l'enseignement supérieur des pays en développement.

sont considérés comme «un rabaissement du niveau» par ceux qui souhaitent maintenir le statu quo (Scott, Yeld et al. 2007), preuve supplémentaire des enjeux politiques inhérents au changement des programmes. L'investissement dans l'enseignement supérieur peut aussi aider à la production des experts nécessaires pour relever ce défi. Ceci a été souligné par l'ancien Secrétaire Général des Nations-Unies, Kofi Annan, qui dans un discours a fait valoir que :

L'université doit devenir un outil important pour le développement de l'Afrique dans ce nouveau siècle. L'université peut contribuer à l'expertise africaine ; elle peut améliorer l'analyse des problèmes africains ; renforcer les institutions nationales ; servir de modèle dans le cadre de la pratique de la bonne gouvernance, de la résolution des conflits et du respect des droits de l'Homme et permettre aux universitaires africains de jouer un rôle actif dans la communauté internationale des chercheurs (cité dans Bloom, Canning et al.2006).

Elle a également des avantages à long terme parce qu'elle facilitera la transformation, les résultats de la recherche des profils, un plus grand nombre de noirs titulaires d'un doctorat et la diversité universitaire. En Afrique du Sud, nous avons un choix : soit nous finançons de façon adéquate nos universités et fournir à l'Afrique du Sud le capital humain susceptible de maintenir la croissance et le développement, soit nous négligeons la prochaine génération et lentement mais inévitablement, nous prendrons la voie de la médiocrité (Rensburg 2007).

La vision de l'enseignement supérieur de l'Université de Stellenbosch

Ce sentiment est réitéré par le leadership de l'Université de Stellenbosch. Les institutions d'enseignement supérieur africaines croient fermement que le moment est maintenant venu pour que les programmes de développement international accordent la priorité à l'enseignement supérieur en Afrique. Il en est de même pour l'enseignement supérieur en Inde, au Brésil etc.

L'Université de Stellenbosch cherche à incarner une Pédagogie de l'Espoir par le biais des bourses d'études d'avant-garde, la recherche et l'enseignement, en cultivant l'espoir et l'optimisme en Afrique.

Le concept de « la pédagogie de l'espoir » a été adopté comme principe directeur dans l'enseignement, la recherche et dans l'apprentissage. Cette philosophie postule que la principale idée qui doit guider notre université doit être enracinée dans la notion de "l'espoir". Pour beaucoup, même dans les milieux académiques, «la pédagogie» est un mot rarement entendu. Il est néanmoins une notion importante qui reflète l'art et la science de l'enseignement, ou le "comment" de l'apprentissage. L'espoir est donc, ou devraient être intégrés dans les aptitudes d'enseigner et d'éduquer. C'est le fondement par le biais duquel se transmet aux populations de nos différentes communautés le message des possibilités l'emportant sur les limitations, l'opportunité sur le cynisme, la création sur la destruction, l'espoir sur le pessimisme. L'espoir est plus important que l'optimisme, c'est un impératif crucial pour la condition humaine. Sans l'espoir vous ne pouvez pas recevoir l'éducation. En absence de l'espoir, l'apprentissage est impossible. L'apprentissage est quelque chose de plus que la simple transmission des connaissances grâce à l'enseignement, elle est un processus où nous absorbons et où nous nous adaptons et où nous posons des questions. La connaissance, sous toutes ses formes, est le moyen par lequel les perspectives d'avenir et les succès futurs sont atteints- le meilleur moyen, le plus adapté aux besoins de chaque individu.

La génération de l'espoir en Afrique est donc une vision d'avenir pour l'éducation sur le continent. Le programme de développement mondial a des objectifs similaires notamment, l'identification de la société, la santé et les objectifs politiques que nous en tant que communauté mondiale devons nous efforcer à atteindre.

Générer l'espoir à partir de l'Afrique est en effet une vision d'avenir pour l'éducation sur le continent. Le programme de développement mondial a aussi les mêmes orientations ; l'identification des objectifs sociaux, politiques et sanitaires que nous, en tant que communauté mondiale devons nous efforcer à atteindre.

Ces objectifs ont été codifiés dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement, un ensemble d'objectifs qui permettra d'améliorer sensiblement la vie de millions de personnes s'ils sont efficacement exploités. La faille des objectifs du millénaire pour le développement est qu'ils ignorent eux-aussi le rôle prépondérant que peut jouer l'enseignement supérieur dans la croissance et la prospérité des pays en développement. L'Université de Stellenbosch a pris la décision audacieuse de choisir parmi les thèmes retenus par les OMD, un thème sur lequel elle a orienté sa mission et sa vision et a ainsi marié de manière plus exhaustive l'enseignement au

développement et à la croissance économique. L’Afrique du Sud se servira de son expertise pour

- Consolider la démocratie et assurer la paix et la sécurité régionale
- Contribuer à la dignité et à la santé humaine
- Eradiquer la pauvreté endémique
- Assurer la durabilité de l’environnement et des ressources
- Maintenir la compétitivité des industries

Nous avons décidé de préciser tout ce que nous faisons dans le cadre de ces thèmes de développement – recherche, enseignement et interaction communautaire. Au cours de ces dernières années, les facultés ont élaboré des propositions de recherche qui guideront leur expertise en vue d’atteindre ces objectifs dans un processus connu sous le nom du Plan Stratégique Global (PSG). Le résultat est la formulation de vingt-un propositions de projet couvrant les sujets comme les droits socio-économiques des personnes dans le besoin dans le cadre de notre actuelle constitution, l’utilisation des Informations Technologiques Géographiques pour le développement africain, la fourniture de l’énergie renouvelable et durable dans les pays en développement, la sécurité alimentaire en Afrique Australe, la sante et le développement communautaire, la dignité humaine, l’invasion biologique et l’environnement durable pour ne citer que peu.

Le nouveau *Centre pour la Transdisciplinarité, la Durabilité, l’Evaluation, la Modélisation et l’Analyse* connu aussi sous le nom de *TSAMA Hub*. Il vise à favoriser une meilleure compréhension des aspects sociaux, culturels, économiques, institutionnels, politiques et écologiques nécessaires pour répondre à l’accumulation de conséquences négatives de l’utilisation non durable et de la distribution des ressources naturelles. L’orientation méthodologique et épistémologique de ce centre sera la complexité de la pensée transdisciplinaire appliquée à l’étude des complexes dynamiques des systèmes socio-écologiques.

Alors que l’Afrique dans son ensemble est confrontée à la pénurie de compétences dans les disciplines technologiques comme l’ingénierie, l’agriculture, le commerce et autres, ces compétences ne peuvent être développées et mises en pratique sans faire le moindre recours aux disciplines *empiriques* (physique, chimie, biologie, psychologie, sociologie, anthropologie et autres) aux disciplines *normative* de haut niveau

(planification, politique, droit, etc.) et enfin, aux disciplines de *valeur* (éthique, philosophie, théologie). Une approche transdisciplinaire reconnaît l'interdépendance des sciences quand elle est appliquée aux difficultés réelles de développement et de la durabilité (Max Neef, 2005).

Le Hub TSAMA est mené en partenariat avec l'Institut de durabilité et son concept d'Eco-Village. Il s'inscrit également dans le cadre d'un accord entre l'Université de Stellenbosch et la municipalité appelée *Réinventer Stellenbosch : Une ville Universitaire Durable*. Ces liens expriment la nécessité pour la science d'aller au-delà des limites des salles de classe jusqu'aux communautés et aux sociétés qui ont trop soif du développement.

Dans la figure 4 ci-dessous, les 21 projets OSP sont positionnés respectivement sur les cinq thèmes de Recherche Stratégique de l'OSP. Chaque projet entretient un lien avec un ou plusieurs de ces thèmes. Surtout, comme le montre la Figure 5, les projets OSP ont des orientations d'inter-faculté, interdisciplinaire et transdisciplinaire. Ils mobilisent également des partenaires provenant de diverses sphères de la société: l'industrie, le gouvernement, les organisations non gouvernementales et les organisations religieuses, les communautés urbaines et rurales, les conseils scientifiques, et les universités partenaires ailleurs en Afrique et au-delà du continent.

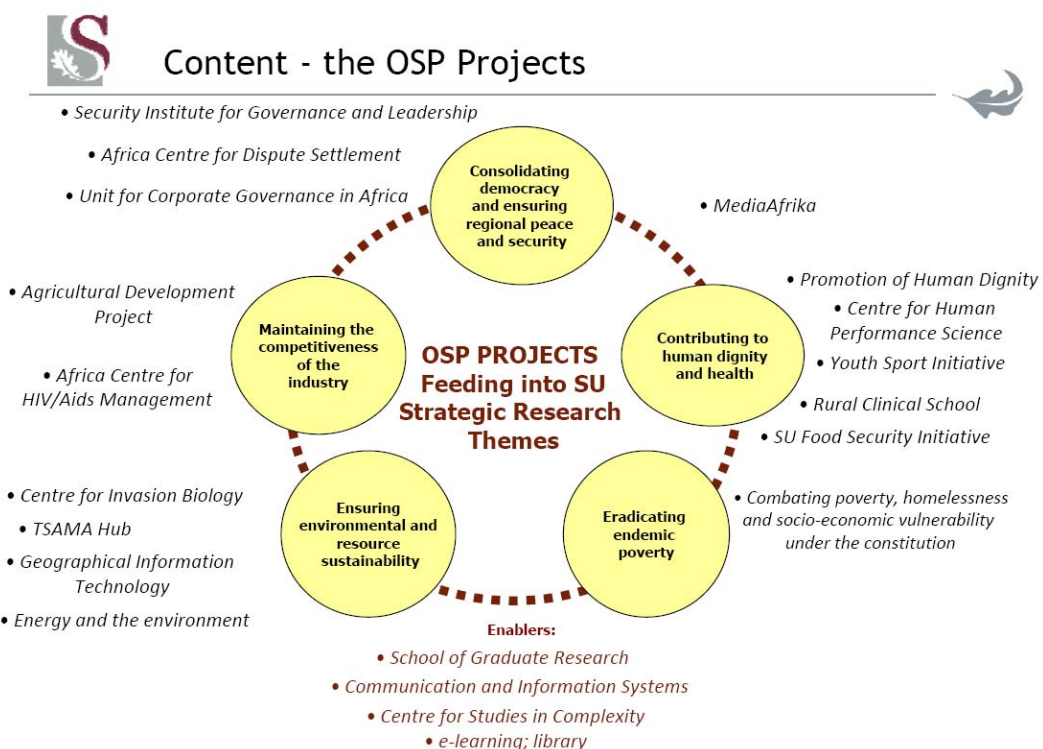


Figure 4: Cinq Thèmes Stratégique de Recherche et 21 Projets OSP

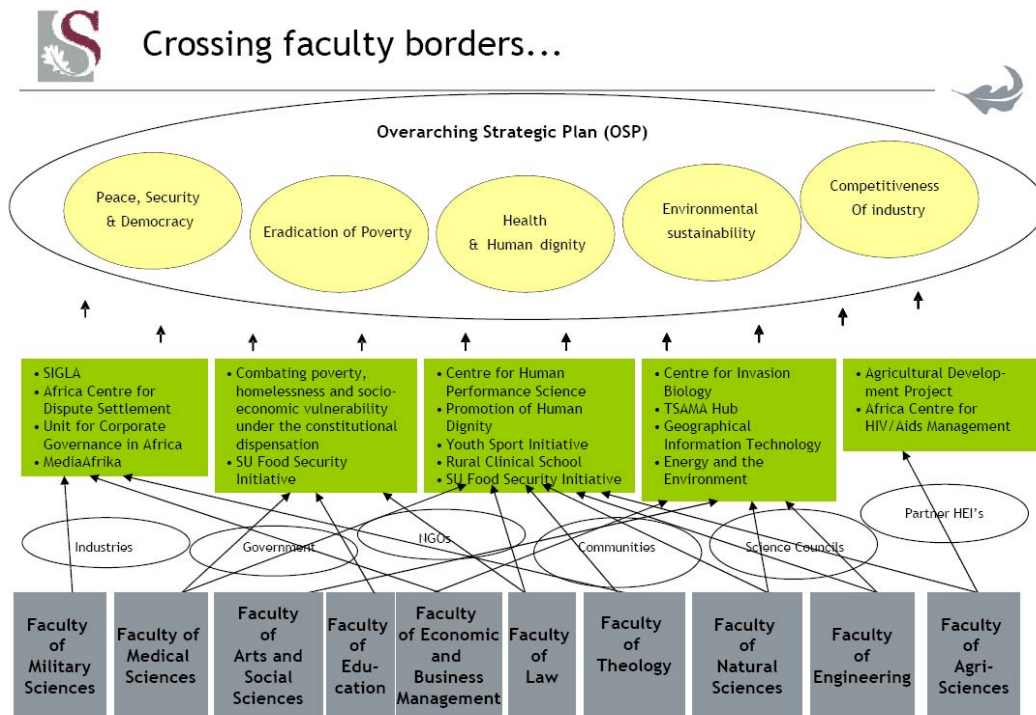


Figure 5: Une approche transdisciplinaire associant les partenaires publics et privés

Chacune des propositions de l'OSP a un caractère particulier du développement avec une application au contexte sud africain et africain. Comme tel est le cas, il constitue un bon exemple aux objectifs que cherche à atteindre la Décennie de l'Éducation des Nations Unies pour le Développement Durable. L'Université de Stellenbosch est en train de jouer un rôle de premier plan dans le lancement et la mise en œuvre du programme de développement international en intégrant une institution de l'enseignement supérieur en Afrique du Sud comme axe stratégique. Elle jette alors les bases pour que l'Université se distingue en tant que pionnier de la connaissance et porteur d'espoir en Afrique.

L'un des moyens que nous envisageons d'utiliser dans le cadre de la réalisation de nos objectifs est le renforcement des partenariats, en particulier la coopération Sud-Sud pour la durabilité de l'enseignement supérieur. En ce qui concerne mon équipe et moi, notre université tient à miser sur nos relations avec nos collègues et partenaires sur tout le continent.

L'espoir d'Afrique

Le plus célèbre des auteurs nigériens, Chinua Achebe, a une fois affirmé : « les gens vont en Afrique et confirment ceux qu'ils ont déjà dans leur tête et donc échouent de voir de ce qui est là en face d'eux. C'est ce qu'ils espéraient qu'ils ont vu. L'Afrique n'est pas considérée comme un continent sérieux. C'est un lieu où se déroulent des choses étranges, bizarres et illogiques, où les gens ne font pas ce que le sens commun exige ».

Je crois que l'Afrique est sur le point de surprendre tous ceux qui voient l'Afrique de cette manière. Un économiste d'Oxford a récemment déclaré que l'Afrique offre actuellement aux investisseurs un taux de rendement plus élevé que n'importe quelle autre région du monde. En effet, en 2006, les investissements étrangers directs en Afrique ont éclipsé pour la première fois l'aide étrangère en destination du continent et l'écart n'a cessé d'augmenter depuis lors. Le taux de croissance annuelle du PIB en Afrique entre 2004 et 2008 est de plus de 6% et le taux des Africains vivant avec moins de 1,25 dollar américain par jour a chuté de 59% en 1996 à 51% en 2005. Alors que de nombreux pays développés sont confrontés à leur pire récession depuis des décennies en raison de la crise financière actuelle, il a été prédit que de nombreuses économies africaines connaîtront une augmentation de 5 et 8% en 2009 (Perry, 2009). Comme l'a annoncé sur une récente couverture du *Time*: «L'Afrique est ouverte aux affaires»⁴.

Le défi, pour nous ici en Afrique sera d'exploiter cette croissance de manière à transformer nos économies et nos sociétés. Une grande partie de cette croissance est actuellement basée sur des ressources naturelles. Notre défi, et celui de futurs universitaires sera de précipiter l'Afrique dans l'économie du savoir du 21^e siècle. Notre réussite dans ce domaine sera conditionnée à la participation active de nos scientifiques et chercheurs dans les interrelations complexes en matière du développement mondial, social et humain durable.

Si nous obtenons plus de soutien de la part de nos universitaires et institutions d'enseignement supérieur pour faire face à ces problèmes, notre chance de vraiment briser le cycle de la dépendance, des conflits et de la pauvreté qui, depuis trop longtemps a retardé le développement du continent sera très grande. Notre impératif,

⁴ *Time*, 23 Mars, 2009.

un avenir libre de toute pauvreté, une Afrique où la dignité de la personne humaine est protégée, où nos systèmes sociaux et écologiques sont parfaits et où la paix, la sécurité et la démocratie sont sauvegardées.

Je crois que nous tous en Afrique, nos chercheurs, professionnels, penseurs, créateurs, nos filles et fils, devraient nous conduire vers cet espoir parce que nous le pouvons, aussi.

Je vous en remercie

Bibliographie

- Bloom, D., D. Canning, et al. (2006). *Enseignement Supérieur et Développement économique en Afrique*. Cambridge, MA, Harvard University. En ligne: <http://www.arp.harvard.edu/AfricaHigherEducation/Reports/BloomAndCanning.pdf> [Accessible à partir de 23 Mars 2009].
- Conseil Inter-Academoe (2004). *Inventer un avenir meilleur. Une stratégie pour le renforcement des capacités mondiales en science et en technologie*. Amsterdam, IAC. En ligne: <http://www.interacademycouncil.net/?id=9988> [Accessible à partir de 23 Mars 2009]
- Max-Neef, M. A. (2005). "Création de la transdisciplinarité." *Economie Ecologique* **53**: 5-16.
- Morley, L. (2006). *Egalité entre les sexes dans l'enseignement supérieur du Commonwealth: Une analyse des interventions durables dans certains pays du Commonwealth*. Londres, DFID. En ligne: <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/Gender-Equity-in-Commonwealth-High-Educ-No-65.pdf> [Accessible à partir de 23 Mars 2009].
- Morley, L. (2008). "L'égalité entre les sexes reste un rêve." *id21 insights éducation* **7**: 5.
- Moyer, E. (2007). *Un point de vue universitaire sur les Universités*, MA, Harvard University. Online: <http://www.arp.harvard.edu/AfricaHigherEducation/> [Accessible à partir de 23 Mars 2009]
- Perry, A. (2009). *L'Afrique, une destination propice pour les affaires*. *Time*: 32-34.
- Rensburg, I. (2007). *Nous avons un choix: Assurer le financement ou négliger la future génération SA*. *Sunday Times*.
- SASI Group and M. Newman (2006). *Worldmapper: Tertiary Education*, University of Sheffield & University of Michigan. En ligne: http://www.worldmapper.org/posters/worldmapper_map203_ver5.pdf [Accessible à partir de 23 Mars 2009]
- Sayed, Y., R. Subrahmanian, et al. (2007). *Exclusion et Inclusion dans le domaine de l'éducation: Politique et mise en œuvre en Afrique du Sud et en Inde*. Londres, DFID. En ligne: <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/researching-the-issues-72.pdf> [Accessible à partir de 23 Mars 2009].
- Schofer, E. and J. W. Meyer (2005). *L'expansion mondiale de l'enseignement supérieur*. Stanford, CA, Stanford University. En ligne: http://iis-db.stanford.edu/pubs/20801/Schofer-Meyer_No32.pdf [Accessible à partir de 23 Mars 2009]
- Scott, I., N. Yeld, et al. (2007). *Un cadre d'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage dans les institutions de l'enseignement supérieur en RSA*. Pretoria, le Conseil de l'Enseignement Supérieur. En ligne: <http://www.che.ac.za/documents/d000155/> [Accessible à partir de 23 Mars 2009]
- Singh, M. (2008). "Atteindre l'équité et la qualité en Afrique du Sud." *id21 insights education* **7**: 4.

- Groupe de Travail sur l'Enseignement Supérieur et la Société (2000). *L'enseignement supérieur dans les pays en développement : danger et promesse*. Washington, DC, Banque Mondiale.
- Teferra, D. (2008). "Inverser l'Afrique des Cerveaux des Universités Africaines." *id21 insights education* 7: 4.
- Teferra, D. and P. G. Altbach (2003). Tendances et Perspectives de l'Enseignement Supérieur en Afrique: *Un Manuel de Référence Internationale*. D. Teferra et P. G. Altbach. Bloomington, Indiana University Press: 3-14.
- UNESCO (2000). *Le cadre d'action de Dakar*. Paris, UNESCO. En ligne: <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001211/121147e.pdf> [Accessible à partir de 23 Mars 2009]
- Banque Mondiale (2002a). *Rapport annuel*. Banque Mondiale, Washington, Banque Mondiale.
- Banque Mondiale (2002b). *Construire une société de connaissance : nouveau défi pour l'enseignement supérieur*. Banque Mondiale, Washington, DC.